IL Y A 25 ANS,

Déjà la guerre

Le 5 Octobre appartient au patrimoine des révoltes de la jeunesse algérienne contre une certaine forme d'oppression.

Par Arezki Metref

On devrait commémorer Octobre 1988, cette date qui ne figure évidemment pas dans le calendrier officiel des commémorations algériennes pourtant fort riche. Ce que l'on appelle non sans dérision la «commémorite», acte de commémorer plus vite que son ombre, fait partie des maladies infantiles des pays qui ont besoin d'un surplus symbolique pour fonder une légitimité pas toujours évidente.

Le 5 Octobre 1988, c'est un peu l'anti-5 Juillet 1962, date de la proclamation de l'indépendance.

Pourquoi anti ? Parce que le 5 Juillet est, entre autres, un jour de promesse. Et que le 5 Octobre 1988 est celui où la jeunesse algérienne reprochait à l'Etat national, au pouvoir politique qui se légitimait de l'indépendance, de n'avoir pas tenu ces promesses.

Bien entendu, les choses ne sont pas aussi simples. Néanmoins, pointons quelques faits et fixons quelques réflexions qui nous permettront peut-être de regretter que le 5 Octobre ne soit pas commémoré par l'Algérie officielle.

Le 5 Octobre appartient au patrimoine des révoltes de la jeunesse algérienne contre une certaine forme d'oppression.

Pour expliquer cela, il me faut retracer l'Histoire de l'Algérie avant l'indépendance. Brièvement.

La colonisation en 1830 a eu pour effet l'uniformisation de la quasi-totalité de la population dans la paupérisation, ou plus exactement de la population algérienne non européenne.

Ce processus d'oppression, d'acculturation, de négation coloniale a conduit, les contradictions s'étant accentuées à un point décisif, à ne donner aucun autre choix au colonisé que la violence révolutionnaire pour se libérer.

La lutte contre le colonialisme contenait de fait une dimension de lutte sociale puisque le pouvoir colonial avait maintenu dans l'exploitation et l'illettrisme les colonisés, laissant intact le fossé incommensurable qui les séparait des colonisateurs.

Et les chefferies ? Eh bien, comme toujours, elles se sont rangées du côté des puissants !

Le combat pour l'indépendance était conçu aussi comme un combat contre les injustices de toute sorte, contre l'exploitation, contre la pauvreté, contre l'analphabétisme, contre l'arbitraire, contre le mépris, toutes choses que le pouvoir colonial utilisait à l'encontre des colonisés.

A l'issue d'une guerre de 7 ans et d'une colonisation de 130 ans, les Algériens ont accueilli l'indépendance comme le début d'un processus devant conduire sinon à l'égalité, du moins aux luttes contre tout ce qui paraissait comme étant les maux indispensables à la survie coloniale.

En 1988, 26 ans après l'indépendance, les jeunes sortaient dans la rue pour dire leur raz-le-bol d'un Etat et d'une classe politique qui, visiblement, s'enrichissait de façon ostentatoire et scandaleuse, laissant la plus grande partie de la population dans le marasme social, économique et politique.

En plus des problèmes de chômage, de logement surtout, de la difficulté des jeunes à entrevoir l'avenir, le système politique basé sur l'unicité (parti unique, syndicat unique, associations satellites du parti unique, candidature unique du parti unique à toutes les élections, à commencer par la présidentielle.), ce système donc les excluait de toute possibilité d'expression.

Sans travail, sans logement, sans possibilité d'exprimer leurs aspirations, réduits à une sorte de non-être social, les jeunes n'avaient d'autre moyen de s'exprimer que par l'émeute.

C'est de cette période que date le mot hittiste avec sa charge de fatalisme attentiste. C'est aussi à cette période qu'apparaissait une sorte de spleen qui conduisait les jeunes à partir, prendre par exemple un bateau pour l'Australie, aller n'importe où pour fuir l'Algérie.

Là encore, il s'agit d'opérer un retour en arrière pour décrire les grandes étapes qui, depuis l'indépendance, ont préparé Octobre 1988.

Dès avant la proclamation de l'indépendance, on peut observer que les élites politiques algériennes étaient davantage préoccupées par la prise de pouvoir que par le destin du pays et encore moins par celui du peuple. L'arrivée de Ben Bella au pouvoir en 1962 a été le fait d'un coup d'Etat d'un clan dirigé par Boumediène qui allait, 3 ans plus tard, le 19 juin 1965, destituer celui qu'il avait intronisé. Cette prise de pouvoir autoritaire et même despotique, a poussé quelques figures historiques de la guerre de libération à prendre le maquis (Aït Ahmed, Chabani, ...) L'Algérie entrait dans l'indépendance de façon si chahutée que les Algériens sont sortis dans la rue crier : «7 ans (de guerre) ça suffit !»

Paradoxalement, le coup d'Etat de juin 1965 de Boumediène promettait une sorte de «pacification», un nivellement par le bas, l'expression franche et entière d'une domination de l'Algérie par la force armée créditée de son nationalisme en tant qu'héritière de l'ALN.

Boumediène va mettre presque tous les Algériens au même régime.

Partisan du socialisme, il entreprend une révolution agraire destinée à rendre «la terre à ceux qui la travaillent», pour reprendre le slogan de l'époque, c'est-à-dire les petits fellahs, une gestion socialiste des entreprises, l'amorce d'une industrie industrialisante, la gratuité des soins, celle de l'école rendue obligatoire.

Bref, tout ce qui caractérise le socialisme avec à la clef, la nationalisation des hydrocarbures et, sur le plan international, la coopération avec les pays socialistes de préférence, le soutien aux causes progressistes et révolutionnaires.

Mais aussi à la clef, la mise en place d'un système autoritaire, policier, où l'Etat est omnipotent et où toute expression politique relevait du FLN, parti-Etat, et de ses organisations inféodées.

Je ne connais pas les chiffres mais, en dépit des pénuries, je pense qu'à l'époque de Boumediène peu de personnes ont vécu sous le seuil de pauvreté.

C'est de cette période aussi de muselement de toute opposition, de mutisme forcé de la société, que datent les remous que suscite dans le pays toute convulsion de sérail.

Dans l'impossibilité de remise en cause du pouvoir en place, tout passait par les coups d'Etat.

C'est la compétition des clans et c'est également de cette période que date l'alternative de laisser un clan fomenter des émeutes pour les jeter dans les pattes d'un autre clan.

Photo : New Press

C'est ce qui a dû se passer en Octobre 1988, sauf que le raz-le-bol des jeunes a engendré ceci : les émeutes ont débordé très largement le cadre qui leur était imparti pour prendre les proportions de cette fêlure qui a changé le destin de l'Algérie.

Quand Boumediène meurt en 1978, c'est un système personnalisé, verrouillé à la baïonnette qui perd d'une certaine manière sa clef. Son successeur, Chadli Bendjedid, n'avait ni la fermeté des convictions socialistes de Boumediène, ni sa poigne, ni sa stature pour s'imposer comme inspiration. On sentait comme une friabilité, une sorte de dilution de l'autorité dans quelque chose de l'ordre du clan, et même du tribal.

Ce qui a eu l'avantage de permettre involontairement le surgissement du mécontentement des citoyens.

Notamment des élites politiques et intellectuelles marginalisées jusque-là, les seules à parler de démocratie, de pluralisme, de liberté individuelle et politique, de droits de l'Homme, toutes ces choses qui, depuis l'indépendance, étaient bannies du glossaire officiel du pouvoir algérien et du FLN.

L'ère Chadli sera celle des émeutes. La première sera celle du Printemps berbère d'avril 1980.

Cette grande révolte de la population revendiquait non pas le pain ou la semoule mais la poésie et la liberté. Elle inspirera le fil des révoltes des années 1980, y compris celle qui nous intéresse, celle d'Octobre 1988

Elle inspirera aussi les mouvements culturels berbères de tous les pays où vit une communauté berbère, Maroc, Libye, Niger, etc.

Le Printemps berbère de 1980 est important pour de multiples raisons. Pour la première fois, une manifestation populaire conteste frontalement le régime. C'était la première fois qu'une grande manifestation populaire revendiquait, non pas des logements et du travail, mais la démocratie et la reconnaissance de la culture et de la langue berbères. C'était la première fois aussi qu'une manifestation populaire faisait peur au régime au point de l'obliger à prendre en compte les revendications.

Tamazight et la démocratie ont cessé d'être le tabou des tabous. Ils vont désormais cheminer dans l'esprit des Algériens pour éclater en une grande explosion en Octobre 1988. D'autres émeutes d'envergure ont émaillé cette décennie. Je ne parle même pas des centaines de milliers de micro-émeutes locales qui sont devenues alors le seul moyen d'expression des Algériens : Constantine, Alger et d'autres grandes villes. En 1986 «une crise pétrolière» a considérablement affecté les rentrées en devises de l'Algérie. La manne énergétique qui octroyait au pouvoir les richesses pour acheter la paix sociale s'en est trouvée tarie. Les premiers à payer la facture furent les couches les plus vulnérables de la société.

Parallèlement à cette crise, un conflit idéologico-politique éclate en sourdine entre deux clans du pouvoir, à propos de la politique économique et sociale à suivre.

Autour du président Chadli, on préconisait des réformes visant à libéraliser l'économie, à la privatiser, à toucher en quelque sorte au sacro-saint dogme socialiste, héritage de Boumediène, pour aller vers quelque chose d'honni, le capitalisme. Le maintien de l'option socialiste était défendu par la direction du FLN autour de Mohamed Cherif Messaâdia.

Comme toujours dans les systèmes qui affichent l'unanimisme, le débat ne se mène pas au grand jour, mais à travers la presse, par l'intermédiaire de collaborateurs de journaux liés à l'un ou l'autre clan.

Algérie-Actualité publiait les contributions des «réformateurs» du clan Chadli.

Révolution africaine, organe central du FLN, défendait lui le système socialiste.

Mais moins qu'un combat autour d'options fondamentales pour le pays, ces luttes recoupaient des échauffourées pour le pouvoir.

Les années 1987 et 1988 ont été marquées par les conséquences sociales de la crise économique qui a frappé l'Algérie, ainsi que par l'aiguisement des luttes de clans, sur fond de montée des revendications contenues en germe dans le Printemps berbère : droits de l'Homme, démocratie, équité de la justice, justice sociale, etc.

L'été 1988 a été particulièrement bouillonnant sur le plan social, marqué par des grèves de grandes entreprises comme la SNVI (Société nationale de véhicules industriels) qui, à Rouiba dans la banlieue d'Alger, employait 30 000 travailleurs.